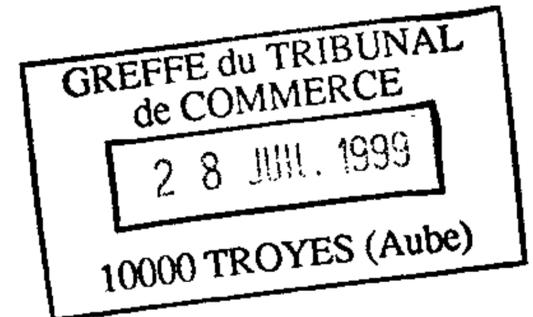


88 B 29

B.L.V.
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 51.000 francs
Siège social : 04 RUE ARISTIDE BRIAND

10000 TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172 88 B 29



**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 05 JANVIER 1999**

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf,

Le 05 JANVIER à 08 H 00,

Au siège social, à TROYES

Les associés de la SARL de Commissaire aux Comptes B.L.V. au capital de 51.000 francs, divisé en 510 parts sociales de 100 francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS :

- . Michel TISSIER, titulaire de 255 parts,
- . Jean-Marie VERDEAUX, titulaire de 255 parts,.

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Jean-Marie VERDEAUX préside la réunion en sa qualité de gérant de la Société.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Autorisation de cession de parts ; agrément de nouveaux associés,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Monsieur VERDEAUX précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret du 23 mars 1967 et qu'il énumère ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par Messieurs VERDEAUX et TISSIER de céder à Monsieur Bernard DERANGERE, demeurant à TROYES -10000- 44 rue de Verdun et à Monsieur Denis GOUAILLE demeurant 77 Grande Rue -10150- CULOISON, 340 parts leur appartenant, autorise cette cession et agrée expressément Messieurs DERANGERE et GOUAILLE en qualité de nouveaux associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence des résolutions précédentes, sous réserve de la réalisation de la cession de parts projetée, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où cette cession sera effective :

Article 7 - CAPITAL

Le capital est fixé à 51.000 francs, divisé en 510 parts sociales de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 510 entièrement libérées et sera réparti ainsi qu'il suit entre les associés :

Monsieur Bernard DERANGERE	170 parts sociales portant les numéros 1 à 125, 338 à 382,
Monsieur Denis GOUAILLE	170 parts sociales portant les numéros 296 à 337, 383 à 510,
Monsieur Michel TISSIER	170 parts sociales portant les numéros 126 à 295,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

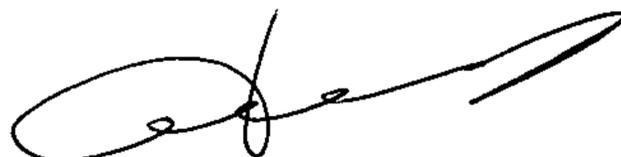
TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 09 H 30.

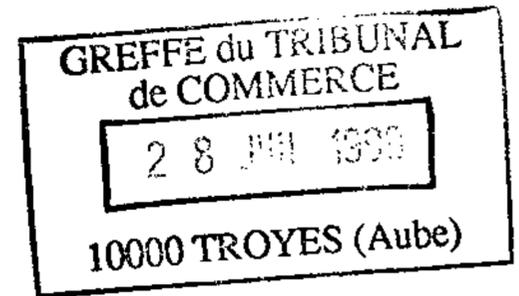
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par tous les associés ou par leurs mandataires, après lecture.



B.L.V.
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 51.000 francs
Siège social : 04 RUE ARISTIDE BRIAND

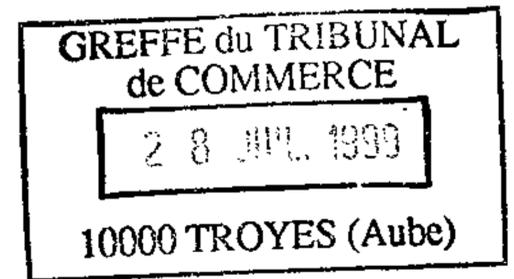
10000 TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172 88 B 29



STATUTS A JOUR AU 05 JANVIER 1999

Cession de parts sociales



S.A.R.L. de Commissaires aux Comptes "B.L.V"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 51.000 Francs

Siège social : 4 - rue Aristide Briand

10000 - TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172

**

Article 1 - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est S.A.R.L. de Commissaires aux comptes
"B.L.V"

./.

MV
DS
JB
M.

La qualification de "société à responsabilité limitée de commissaires aux comptes", à l'exclusion de toute autre, doit accompagner la dénomination sociale ainsi que l'indication de l'inscription à la compagnie des commissaires aux comptes dans toutes correspondances et tous documents émanant de la société. Dans les actes professionnels, chaque associé indique la dénomination sociale de la société dont il est membre.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 4 - Siège social

Le siège de la société est fixé à TROYES (Aube)
4, rue Aristide Briand

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La société est constituée pour une durée de trente années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

./.

juv
D.S. 56
DL 11

Article 6 - Apports - Formation du capital

Monsieur BERSIN apporte à la société la somme de douze mille cinq cents francs, ci...	12.500 F
Monsieur BLAISE apporte à la société la somme de douze mille cinq cents francs, ci...	12.500 F
Monsieur LOSA apporte à la société la somme de douze mille cinq cents francs, ci...	12.500 F
Monsieur VERDEAUX apporte à la société la somme de douze mille cinq cents francs, ci...	12.500 F
Monsieur SIMONNY apporte à la société la somme de mille francs, ci...	1.000 F
TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE : Cinquante et un mille francs, ci...	<hr/> 51.000 F =====

Somme déposée sur un compte n° 21207363 ouvert au nom de la société,
au CREDIT DU NORD, Agence de Troyes.

Article 7 - Capital social - Parts sociales

1 - Le capital social est fixé à la somme de Cinquante et un mille francs (51.000 F), montant total des apports en numéraire. Il est divisé en cinq cent dix (510) parts sociales de cent francs (100 F) chacune de montant nominal, réparties de la manière suivante :

- Monsieur Bernard DERANGERE à concurrence de 170 parts sociales, numérotées de 1 à 125 et 338 à 382, ci...	170 parts
- Monsieur Michel TISSIER à concurrence de 170 parts sociales, numérotées de 126 à 295,	170 parts
- Monsieur Denis GOUAILLE à concurrence de 170 parts sociales, numérotées de 296 à 337 et 383 à 510, ci....	170 parts
Soit un total de 510 parts sociales, ci....	<hr/> 510 parts =====

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartenant, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont entièrement libérées.

2 - La liste des associés sera communiquée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3 - Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

4 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Article 8 - Augmentation ou réduction du capital

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions des articles 7 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts.

Article 9 - Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

./.

fin
DS JB
/ DL

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 10 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont commissaires aux comptes .

Il suffira donc que l'un des indivisaires ou le nu-proprétaire ou l'usufruitier ne soit pas un professionnel pour que les parts indivises ou démembrées ne puissent plus être décomptées au titre des parts devant être détenues par les professionnels.

Article 11 - Transmission des parts

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-proprété ou l'usufruit de parts sociales.

./.

pour
SB
DS
NL

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé en une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

for
JOS
DS DL

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

./.

juin
J.M. K
D.S. R

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidation d'une communauté des biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

dur
J B N
DS 02

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé radié du tableau de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 13 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

./.

jud
JM
DS 02

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

fu
J.B.
D.S. PL

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 16 - Année sociale

L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 17 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

juv
DS
10
16
02

Article 18 - Contestations

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président de la Commission régionale des Commissaires aux Comptes.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président de la Commission régionale des Commissaires aux Comptes.

PAR DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE TROYES NORD-EST Le 08 JAN. 1999.

Bordereau N° 15/57
REQU... 228,00
- Dis D'ENREGI... 500,00

Le Receveur Divisionnaire

[Signature]

CESSION DE PARTS

Les soussignés :

Monsieur Michel TISSIER,
demeurant 08 boulevard Victor Hugo -10000- TROYES,

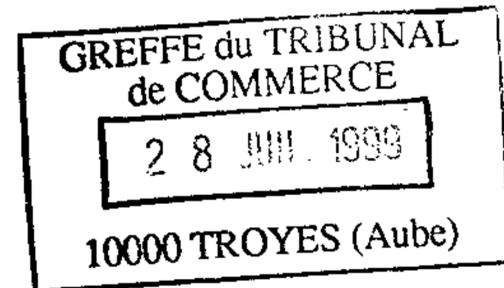
ci-après dénommé "le Cédant", d'une part,

Monsieur Bernard DERANGERE,
demeurant 44 rue de Verdun -10000- TROYES,

et,

Monsieur Denis GOUAILLE
demeurant 77 Grande Rue -10150- CULOISON

ci-après dénommés "les Cessionnaires", d'autre part,



Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à TROYES du 09 juillet 1987, enregistré à TROYES, bordereau 377/8/893, il existe une société à responsabilité limitée dénommée B.L.V., au capital de 51 000 F, divisé en 510 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 4 rue Aristide Briand, 10000 TROYES, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro TROYES B 343 645 172. La société B.L.V. a pour objet principal l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.

Le Cédant possède 255 parts sociales de 100 F chacune qu'il a acquises de Monsieur Joël BLAISE aux termes d'un acte sous seings privés en date à Troyes du 30 juin 1995, enregistré à Troyes, le 06 juillet 1995.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Monsieur Michel TISSIER cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à :

- Monsieur Bernard DERANGERE, 43 parts de 100 francs
- Monsieur Denis GOUAILLE, 42 parts de 100 francs

qui acceptent, sur les 255 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur Bernard DERANGERE et Monsieur Denis GOUAILLE deviennent propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et seront subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Les Cessionnaires auront seuls droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

[Handwritten initials: BA, DG, AT, OG]

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix total de 8500 F (100 francs par part sociale) que Messieurs DERANGERE et GOUAILLE ont payé à Monsieur Michel TISSIER, qui le reconnaît et leur en donne quittance.

DECLARATION DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le Cédant déclare :

- qu'il est né le 07 décembre 1954 à TROYES -10-,
- qu'il est de nationalité française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Monsieur Bernard DERANGERE déclare :

- qu'il est né le 24 décembre 1955 à TROYES,
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Chantal DERANGERE,
- que les parts sont acquises au moyen de biens communs,

Madame Chantal DERANGERE intervient à l'acte et déclare ne pas avoir l'intention de revendiquer la qualité d'associé.

- qu'il est de nationalité française,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Monsieur Denis GOUAILLE déclare :

- qu'il est né le 10 novembre 1961 à TROYES,
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Odile GOUAILLE,
- que les parts sont acquises au moyen de biens communs,

Madame Odile GOUAILLE intervient à l'acte et déclare ne pas avoir l'intention de revendiquer la qualité d'associé.

- qu'il est de nationalité française,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,

BD
OG.
DG
AT

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrête du 20 mars 1958

- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 11 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 04 janvier 1998, la collectivité des associés a autorisé la présente cession, a déclaré agréer Monsieur Bernard DERANGERE et Monsieur Denis GOUILLE, Cessionnaires, en qualité de nouveaux associés, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 7 des statuts. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société B.L.V. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

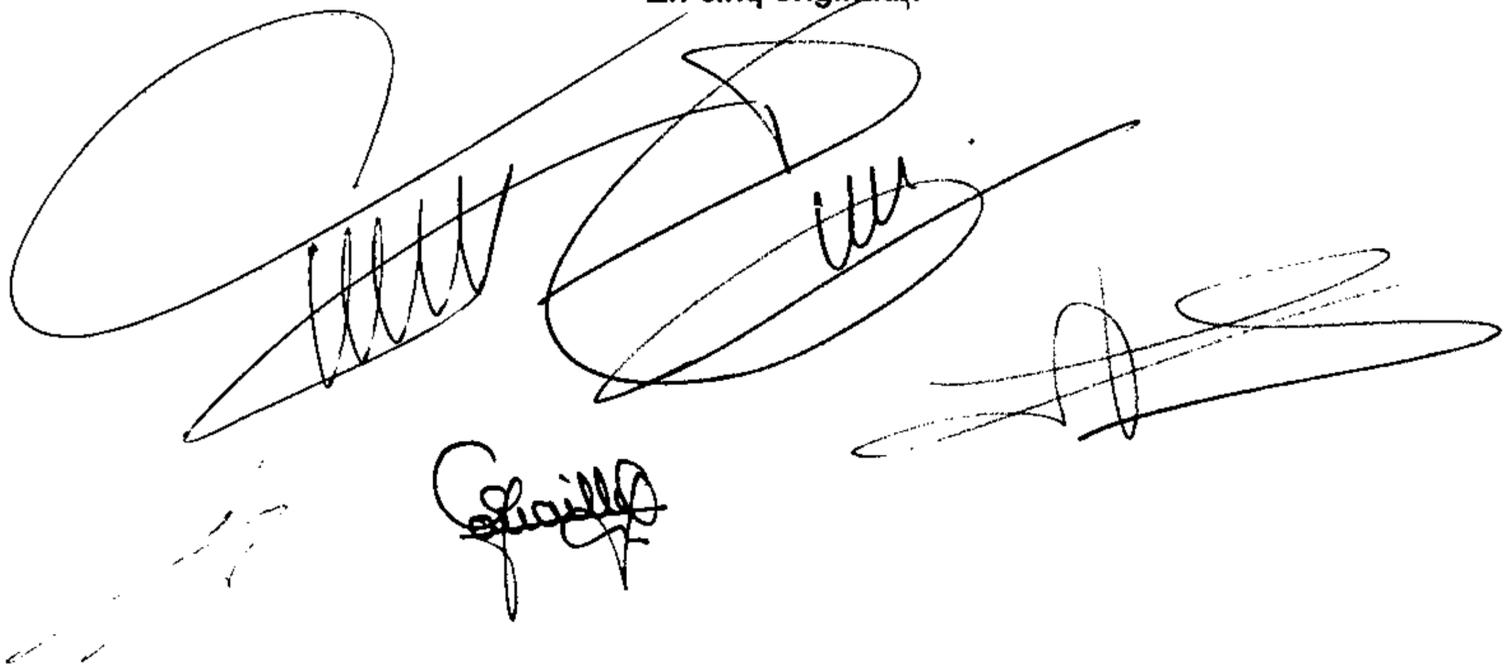
La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à TROYES
Le 04 janvier 1999
En cinq originaux

The image shows several handwritten signatures in black ink. There are three large, stylized signatures at the top, and two smaller, more legible signatures below them. The signatures are written over a white background.

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

PAR DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE TROYES NORD-EST Le 08 JAN. 1999.

Bord. 14 / 16 / 158

CESSION DE PARTS

REÇU
- P.D. DÉPOSÉ..... 304,00
- Dis D'ENREGI..... 124,00

Le Receveur Divisionnaire

Po Joutouf

Les soussignés :

Monsieur Jean-Marie VERDEAUX,
demeurant Rue François Gentil -10000- TROYES,

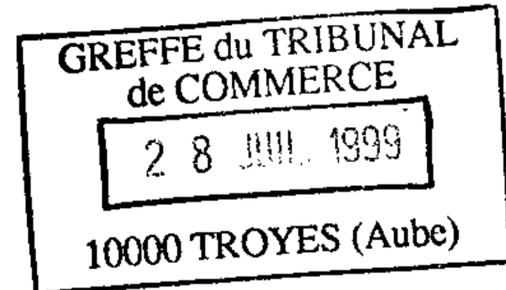
ci-après dénommé "le Cédant", d'une part,

Monsieur Bernard DERANGERE,
demeurant 44 rue de Verdun -10000- TROYES,

et,

Monsieur Denis GOUAILLE
demeurant 77 Grande Rue -10150- CULOISON

ci-après dénommés "les Cessionnaires", d'autre part,



Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Troyes du 09 juillet 1987, enregistré à Troyes, bordereau 377/8/893, il existe une société à responsabilité limitée dénommée B.L.V., au capital de 51 000 F, divisé en 510 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 4 rue Aristide Briand, 10000 TROYES, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro TROYES B 343 645 172. La société B.L.V. a pour objet principal l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.

Le Cédant possède 255 parts sociales de 100 F chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la constitution de la Société et qu'il a acquises de Monsieur Daniel SIMONNY aux termes d'un acte sous seings privés en date à Troyes du 13 mai 1991, enregistré à Troyes le 20 juin 1991.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Monsieur Jean-Marie VERDEAUX cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à :

- Monsieur Bernard DERANGERE 127 parts de 100 francs
- Monsieur Denis GOUAILLE 128 parts de 100 francs

qui acceptent, lui appartenant dans la Société.

Monsieur Bernard DERANGERE et Monsieur Denis GOUAILLE deviennent propriétaires des parts cédées à compter du lendemain de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 1998 qui ne pourra être postérieure au 15 février 1999, et seront subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Les Cessionnaires auront seuls droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

*BD
CG*

*DG
CG
Jm*

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix total de 25 500 F (100 francs par part sociale) que Messieurs DERANGERE et GOUAILLE ont payé à Monsieur Jean-Marie VERDEAUX, qui le reconnaît et leur en donne quittance.

DECLARATION DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le Cédant déclare :

- qu'il est né le 25 septembre 1938 à ANDERNY -54-,
- qu'il est de nationalité française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Monsieur Bernard DERANGERE déclare :

- qu'il est né le 24 décembre 1955 à TROYES,
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Chantal DERANGERE,
- que les parts sont acquises au moyen de biens communs,

Que Madame Chantal DERANGERE intervient à l'acte et déclare ne pas avoir l'intention de revendiquer la qualité d'associé,

- qu'il est de nationalité française,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Monsieur Denis GOUAILLE déclare :

- qu'il est né le 10 novembre 1961 à TROYES,
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Odile GOUAILLE,
- que les parts sont acquises au moyen de biens communs,

Que Madame Odile GOUAILLE intervient à l'acte et déclare ne pas avoir l'intention de revendiquer la qualité d'associé,

- qu'il est de nationalité française,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

BD
CG

DG *JM*
OG.

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 11 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 04 janvier 1998, la collectivité des associés a autorisé la présente cession, a déclaré agréer Monsieur Bernard DERANGERE et Monsieur Denis GOUAILLE, Cessionnaires, en qualité de nouveaux associés, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 7 des statuts. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

REMISE DE PIECES

Le Cédant a remis présentement au Cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Dans le cas où un passif, y compris celui d'origine fiscale, non enregistré au 31 décembre 1998 ayant une cause ou une origine antérieure à cette dernière date viendrait à se réaliser, comme dans le cas où la Société B.L.V. serait appelée à exécuter des engagements de caution, avais ou garanties contractés par elle avant ce jour, mais non comptabilisé, Monsieur VERDEAUX serait tenue de combler ledit passif et, à première réquisition du cessionnaire ou de tout tiers substitué, de verser dans la caisse sociale, à fonds perdus, la somme correspondante à titre de comblement de passif. *ou prorata de sa participation*
Il en sera de même dans le cas où une insuffisance d'actif se révélerait par rapport à la situation arrêtée au 31 décembre 1998 ayant une cause ou une origine antérieure à cette date.

Il est précisé :

que les suppléments de passif devront être dûment justifiés par la Société B.L.V. ou tout tiers substitué,

- qu'en cas de contrôle par les agents de la direction générale des impôts, des caisses d'assurance maladie, d'allocations familiales ou des ASSEDIC, Monsieur VERDEAUX sera appelé à fournir toutes explications et justifications, mais qu'aucun acquiescement ou transaction ne pourra intervenir avec l'administration ou ces organismes sans son accord, tous frais d'instance étant alors à la charge de la Société,

- il en sera de même en cas de mise en cause de Monsieur VERDEAUX à raison de son activité au sein de la Société B.L.V., les paiements de dommages et intérêts non couverts par la Compagnie d'assurances demeurant à la charge des associés ou prorata de leurs parts dans le capital social.

Monsieur VERDEAUX sera prévenu dans les meilleurs délais de tout avis de vérification de sorte qu'il puisse intervenir en se faisant assister du conseil de son choix, dès le début du contrôle

- que pour déterminer l'insuffisance d'actif net social objet de la présente garantie, il sera tenu compte :

- d'une part, du montant des récupérations ou économies d'impôts et taxes que la constatation d'un supplément de passif permettrait de réaliser,

- d'autre part, du montant des provisions comptabilisées au 31 décembre 1998 pour la couverture des risques de dépréciation et de pertes et charges existant à cette date et qui se révéleraient sans objet, mais après déduction du complément d'impôt qu'entraînerait leur réintégration.

BD
CS

OG.
JW

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

Cette garantie de passif ne concerne que les mandats dans lesquels la SARL B.L.V. a été directement nommée.

La responsabilité de Monsieur VERDEAUX à raison des garanties qui précèdent, ne pourra être mise en cause que jusqu'au terme des prescriptions légales. Faute de demande formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée au plus tard à cette date, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition, Monsieur VERDEAUX se trouvera entièrement dégagé de toute responsabilité.

Les sommes dûes au titre de la présente garantie seront payables immédiatement.

Au cas où la diminution d'actif net excéderait le prix de cession des parts, celui-ci serait ramené à la somme de un franc par part et le cédant verserait en outre dans la caisse sociale, à titre de subvention d'équilibre, à fonds perdus, une somme d'argent telle qu'additionnée à la réduction de prix ci-dessus convenue, le cédant ait intégralement couvert, tant au profit du bénéficiaire qu'à celui de la Société, la diminution d'actif net constaté au prorata de la participation détenue au moment des sinistres.

Cette clause de garantie de passif et d'actif vise en particulier l'affaire Petit Bateaux qui est en cours et non terminée au jour de la cession. Il est par ailleurs précisé qu'aucune limitation de durée n'est fixée pour cette affaire, en cas de condamnation de la Société B.L.V. et au cas ou tout ou partie du sinistre ne serait pas pris en charge par l'assurance.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société B.L.V. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à TROYES
Le 05 janvier 1999
En cinq originaux

The bottom of the document features several handwritten signatures and initials. On the left, there is a large, stylized signature. Below it, the initials 'BD' and '09' are written. In the center, there are several smaller signatures and initials, including 'UG.' and a signature that appears to be 'Guillaud'. On the right, there is a long, flowing signature.

FACE ANNULEE
Article 905 du CGI
Arrête du 20 mars 1958